

Défaite du prolétariat, victoire du capitalisme : De Hitler à Staline, de Staline à Blum

Jamais la convergence de toutes les forces du capitalisme mondial sur le front de la lutte contre le prolétariat, ne s'est aussi clairement exprimée que par la déclaration de Staline « qui comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale de la France ». En effet, si l'on rattache cette position des articles de Blum dans le « Populaire », au récent discours de Hitler devant le Reichstag, l'on aboutit à une vision qui se dirige internationalement vers une totale dissolution du prolétariat et sa mobilisation autour des drapeaux de la conflagration prochaine. Mais dans cette « Sainte Alliance » de la réaction il semble d'ores et déjà qu'un rôle essentiel est attribué à la Russie Soviétique. C'est à Staline que l'impérialisme français a fait appel pour donner un coup décisif aux ouvriers français, alors que jusqu'ici il protestait avec véhémence contre « l'immixtion » de Moscou. Et il peut le faire au grand jour puisque l'histoire de l'après guerre témoigne éloquentement que l'ère des relations diplomatiques entre l'Etat prolétarien et les Etats capitalistes a déterminé les défaites sanglantes des ouvriers, amené l'Etat russe au point crucial de la dégénérescence, pour en faire un allié précieux dans l'étouffement des luttes de classe.

Les Russes blancs de Paris peuvent à juste titre chanter victoire et jurer de défendre « la patrie soviétique »; les charognes centristes et social-démocrates peuvent hurler à nos chausses, déporter ou fusiller des ouvriers révolutionnaires en Russie; la contre-révolution triomphe sur toute la ligne : les batailles révolutionnaires de 1917 sont irrémédiablement perdues.

Il serait vain de vouloir trouver une explication non de classe, mais du domaine de « l'exploitation » des compétitions inter-impérialistes au communiqué de Moscou. En effet, maints symptômes nous montrent clairement que les conditions de polarisa-

tion des Etats capitalistes autour de quelques grandes puissances sont encore en gestation et que des constellations aux contours bien précisées n'existent pas encore. La politique française tend à constituer un bloc pour l'isolement de l'Allemagne, englobant des impérialismes contrastants tels l'Italie, en refusant les propositions précises d'alliance militaire de la Russie voulant relier « sécurité » et « automatisme » militaire. Le renforcement de l'impérialisme allemand limite continuellement cette politique alors que les visées italiennes en Ethiopie la mettent en danger (1). Mais momentanément, le Pacte de Rome de janvier, le pacte de Londres de février, la Conférence de Stresa, l'assemblée extraordinaire de la S. D. N. et, enfin, le pacte franco-russe se dirigent plus vers cette utopie « d'isolement » du Reich que vers la consécration d'une constellation donnée. Par conséquent, se contenter de l'explication banale qui affirme voir dans la déclaration de Staline le prix d'une alliance militaire précise avec la France, c'est mal interpréter la réalité qui ne vit pas de promesses (d'après les commentaires centristes il semble bien que des promesses aient été faites par Laval) mais de considérations d'intérêts positifs. Et à ce point de vue la confusion subsiste toujours.

La politique tzariste avant la guerre était un *élément actif* visant à disloquer la mosaïque austro-hongroise et un empire turc tenu debout à grand peine par l'impérialis-

(1) Le récent discours de Mussolini au Sénat, dont nous avons pris connaissance un peu tard pour en parler ici, confirme notre appréciation et montre que ce n'est pas la considération de la « garde du Brenner » qui pourrait l'emporter, mais plutôt celle des colonies africaines où veillent l'Angleterre et la France.

me allemand. Sa convergence avec l'Angleterre — après 1905 consacrant la défaite russe en Asie — et avec la France se fit sur ces points représentant en somme le problème complexe de la prédominance sur la Méditerranée. Aujourd'hui l'alliance Russo-Française représente une convergence autour du *statu quo* balkanique, de l'Europe Centrale, *statu quo* dont dépend l'existence même de la Russie. Aussi bien que la Pologne, par exemple, trouve dans un rapprochement avec l'Allemagne plus de garantie pour la réalisation de ses visées, il n'est pas exclu que la Russie puisse trouver demain dans l'Allemagne plus de garanties à sa survivance territoriale. C'est dire — et le contenu du pacte franco-russe en témoigne — que l'alliance entre Moscou et Paris n'est, à notre avis, pas encore définitive.

Mais cela ne change pas grand chose au fond du problème qui est le rôle de classe joué par la Russie pour le compte du capitalisme mondial et qui vient de s'exprimer au profit de la France.

Ce rôle est mis en lumière par la phrase de Staline, que les centristes français en particulier essaient de faire avaler aux ouvriers. Nous avons déjà mis en évidence qu'une solidarité du capitalisme mondial s'est toujours exprimée contre la lutte du prolétariat révolutionnaire. Qu'il s'agisse de Bismarck aidant Thiers à écraser les Communards; de l'impérialisme anglais et français volant au secours du tzarisme russe en 1905; de l'intervention des Alliés, en 1917, en Russie; de l'occupation de la Rhur et du plan de renflouement Dawes consacrant la défaite de 1923 en Allemagne; de l'aide au fascisme hitlérien, toujours ce sont les intérêts de classe du capitalisme mondial qui ont dominé les contrastes inter-Etats. L'incorporation de l'U.R.S.S. au circuit international du capitalisme — par la théorie du socialisme en un seul pays — fait de cet Etat un élément essentiel de cette solidarité contre le prolétariat (qui se transforme et dégage les intérêts contrastants existant au sein du capitalisme après avoir étouffé les travailleurs) et le communiqué de Staline représente un échelon de celle-ci en même temps que l'apo-

gée de la dégénérescence de l'Etat ouvrier. La Russie, pas plus que ses alliés, ne peut rester reliée à des mouvements sociaux proclamant des buts révolutionnaires puisque le jeu des contrastes inter-impérialistes où elle est mêlée est actionné essentiellement par la nécessité de détruire avec des générations d'ouvriers, toute menace révolutionnaire. Il existe une incompatibilité fondamentale entre la lutte des classes et le jeu des contrastes inter-Etats. Elle réside dans ceci : l'une aboutit à la révolution, l'autre dans la guerre. Des Etats peuvent se relier à des mouvements nationaux, séparatistes car eux-ci ne feront en dernière analyse qu'exprimer une voie de détournement du prolétariat de ses buts spécifiques pour remettre à tel ou à tel autre impérialisme le soin de résoudre par la guerre « sa » question nationale. Ainsi, l'Allemagne peut se relier aux nazistes autrichiens, de Tchéco-Slovaquie, mais non aux luttes des classes de ces pays qui ne trouveront une issue que dans la révolution prolétarienne. La Russie, par la bouche de Staline, ne fait donc qu'exprimer, au nom de ses intérêts particuliers, la solidarité du monde capitaliste dans la destruction du prolétariat de tous les pays, et elle pousse à la dissolution du prolétariat français au sein du régime. C'est là l'unique importance réelle des conversations de Moscou. Il se sera donc avéré que, d'une part, le capitalisme français — après la bourgeoisie allemande — aura obtenu plus de résultats dans sa lutte contre le prolétariat en poussant à la dégénérescence de l'Etat prolétarien, qu'en excitant à la croisade contre lui et que, d'autre part, le centrisme, grâce à la fonction gigantesque d'un Etat soviétique, arme du capitalisme et étouffoir de la lutte des classes, aura pu bien avant le déclenchement de la guerre prôner la défense nationale, envisager le soutien d'un gouvernement d'Union Sacrée et affirmer comme Péri que les communistes seront pour la défense nationale si elle coïncide avec la « défense révolutionnaire ».

Pour le centrisme « rien n'est changé », à part le fait qu'il est « dur » d'expliquer aux ouvriers la raison du patriotisme rou-